



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2019/N° 784 /6.1

Objet : AUTORISATION D'EFFECTUER UNE ANIMATION MUSICALE.

LE MAIRE,

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,
Vu le code de la Justice Administrative et notamment l'article R421-2,
Vu le Code Pénal et notamment l'article R 623-2
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art.62 modifié par la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014.
Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.1311-2, L 3341-1 à L 3341-3 et L 3342-1 à L 3342-3, R 1334-30 et S, R 1337-6 et S
Vu l'Arrêté Préfectoral N° 2008-193-7 du 11 juillet 2008 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,
Vu l'arrêté préfectoral 2017-216-002, en date du 1^{er} Août 2017 fixant le régime d'ouverture et de fermeture des débits de boissons et autres établissements assimilés ouverts aux publics, ainsi que les périmètres de protection des débits de boissons dans le Gard,
Vu la demande présentée le 07 novembre 2019, par Monsieur DIAZ Dominique, exploitant du restaurant « LE DIT-VIN », 06 rue du 04 septembre, 30220 Aigues-Mortes,
Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles, jeux et autres lieux publics ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Date - horaire :

Du vendredi 08 novembre 2019 à 18h00 au samedi 09 novembre 2019 à 01h00

ARTICLE 2 : Lieu :

L'exploitant, Monsieur DIAZ Dominique, gérant du restaurant à l'enseigne « **LE DIT-VIN** », sis 06 rue du 04 septembre 30220 AIGUES-MORTES, est autorisé à effectuer une animation musicale à l'intérieur de son établissement.

ARTICLE 3 : LUTTE CONTRE LE BRUIT

L'exploitant devra prendre toutes les mesures utiles pour que les bruits émanant de son établissement ne soient à aucun moment gênants pour les habitants du même immeuble, des immeubles mitoyens et du voisinage.

L'exploitant doit rappeler à sa clientèle par tout moyen adapté la nécessité de respecter la tranquillité du voisinage au moment des entrées et sorties d'établissement.

ARTICLE 4 : PROTECTION DE LA SANTE

Il est rappelé qu'il est interdit de servir des boissons alcoolisées à des mineurs de moins de 16 ans.
L'exploitant doit prendre tous les moyens utiles pour faire respecter l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à usage collectif.
Les affiches normalisées de l'interdiction de fumer doivent être apposées et apparentes à l'entrée du lieu et dans les locaux en tant que besoin.

ARTICLE 5 : VERBALISATION:

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions des codes précités. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles susnommés, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux Assermentés à cet effet.

ARTICLE 6 : DELAI ET VOIES DE RECOURS:

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Préfet du GARD.
L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de NIMES sis Avenue Feuchères 30000 NIMES, également dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'Administration si un recours administratif a été déposé

ARTICLE 7: APPLICATION :

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,
Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,
Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,
Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 07 novembre 2019

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN



Certifié exécutoire compte tenu des :
- date de transmission à la Préfecture :
- date d'affichage :

L'Elu référent